



## La réunion de l'UE sur l'Iran se termine sans un accord pour empêcher la guerre des États-Unis

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2019

[wsws.org](#) 29 juin 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Vendredi, des diplomates d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de France, de l'Union européenne, de Chine, de Russie et d'Iran se sont réunis à Vienne. Ils se trouvaient là pour discuter du traité nucléaire iranien de 2015, un an après que Washington eut unilatéralement dénoncé l'accord. Aucun accord ne s'est dégagé de la réunion sur la question centrale: le danger croissant d'une guerre américaine contre l'Iran.

La semaine dernière, dans le cadre d'une opération militaire américaine en cours dans le golfe Persique, le président américain Donald Trump a annoncé qu'il s'était retiré du lancement de frappes aériennes contre l'Iran. Il a pris sa décision seulement 10 minutes avant leur début. De telles frappes auraient fait des centaines de morts. Vendredi, lors du sommet du G20 à Osaka, il a indiqué que les menaces de guerre américaines s'intensifieraient. Il a déclaré qu'«il n'y a pas urgence» à apaiser les tensions avec l'Iran.

«Il n'y a absolument aucune contrainte de temps», a-t-il ajouté. «Je pense qu'à la fin, j'espère que ça va marcher. Si c'est le cas, super. Et si ce n'est pas le cas, vous en entendrez parler.»

C'est clair que l'abandon unilatéral par Washington du traité de 2015 et l'imposition de sanctions à l'encontre des exportations iraniennes ont été le prélude à une nouvelle offensive américaine. À la veille du sommet de Vienne entre les représentants des autres signataires du traité de 2015, les responsables iraniens ont averti que c'était la réunion de la «dernière chance».

Le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Abbas Mousavi, a déclaré à l'agence de presse Fars. «Je pense que cette réunion est probablement la dernière chance pour les parties qui restent... de se réunir et de voir comment elles peuvent tenir leurs engagements envers l'Iran». Il a ajouté que les sanctions américaines contre l'Iran «n'ont aucune base légale» et sont une mesure «désespérée».

On Friday, during the G20 summit in Osaka, Chinese President Xi Jinping starkly warned that the Persian Gulf, the center of the world's oil supply, is "standing at a crossroads of war and peace." According to China's Xinhua news agency, Xi said, "China always stands on the side of peace and opposes war. All parties must remain calm and exercise restraint, strengthen dialogue and consultations, and jointly safeguard regional peace and stability."

Vendredi, lors du sommet du G20 à Osaka, le président chinois Xi Jinping a sévèrement

averti que le golfe Persique, le centre de l'approvisionnement pétrolier mondial, se trouve «à la croisée des chemins de la guerre et de la paix». Selon l'agence de presse chinoise Xinhua, Xi a déclaré: «La Chine est toujours du côté de la paix et s'oppose à la guerre. Toutes les parties doivent rester calmes et faire preuve de retenue, renforcer le dialogue et les consultations, et sauvegarder conjointement la paix et la stabilité régionales.»

La déclaration de Xi fait suite à son sommet du 5 juin avec le président russe Vladimir Poutine à Moscou, où la Chine et la Russie se sont engagées à «protéger» leurs liens avec l'Iran. Ils se sont décidé «s'opposer fermement à l'imposition de sanctions unilatérales» par quiconque.

Il y a le danger d'une guerre totale au Moyen-Orient, et potentiellement dans le monde entier. Mais, l'Iran et la Russie sont déjà engagés dans une sanglante guerre par procuration de huit ans contre les milices soutenues par les États-Unis. Ces derniers luttent pour renverser le régime de Bachir El Assad en Syrie et le régime chi'ite en Irak. Dans ces conditions le sommet de Vienne n'est parvenu à aucun accord.

«C'était un pas en avant, mais ce n'est toujours pas suffisant et cela ne répond pas aux attentes de l'Iran», a déclaré le représentant de l'Iran à Vienne, le vice-ministre des affaires étrangères Abbas Araqchi.

Araqchi a déclaré que le point de blocage était le refus de l'UE de défier les sanctions américaines paralysantes sur les exportations de pétrole de l'Iran qui étranglent son économie. Araqchi a critiqué l'institution INSTEX (Instrument to Support Trade Exchanges — Instrument à soutenir des échanges du commerce). L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France ont créé cette institution à Paris, pour financer le commerce UE-Iran sans utiliser le dollar américain. Jusqu'à présent, les puissances de l'UE et les entreprises européennes ont refusé de commercer avec l'Iran par le biais d'INSTEX, invoquant la crainte de représailles américaines.

«Pour qu'INSTEX soit utile à l'Iran, les Européens doivent acheter du pétrole ou envisager des lignes de crédit pour ce mécanisme. Sinon, INSTEX n'est pas comme ils l'espèrent ou comme nous l'attendons», a dit Araqchi.

Alors même qu'elle fait face aux menaces de guerre commerciale américaines, la Chine défie les sanctions américaines contre le pétrole iranien et accueille les pétroliers iraniens dans ses principaux ports. Elle devrait importer 200.000 barils par jour d'Iran, selon les estimations de l'industrie citées par le *Financial Times*.

On a demandé à Fu Cong, responsable du ministère chinois des affaires étrangères à Vienne si la Chine obéirait à l'ordre de Trump de réduire les exportations pétrolières iraniennes à «zéro». Il a déclaré: «Nous rejetons l'imposition unilatérale de sanctions, et pour nous la sécurité énergétique est importante... Nous ne pouvons accepter cette politique zéro des États-Unis.»

L'UE, Berlin, Londres et Paris poursuivent une politique différente. Ils capitulent devant les menaces américaines et exigent que l'Iran n'agisse pas. En même temps, Washington envoie des milliers de soldats et une armada de navires de guerre dans le golfe Persique pour le menacer.

À Vienne, la diplomate européenne Helga Schmid a simplement confirmé que l'Instex est

«opérationnel» avant d'exiger la «mise en œuvre pleine et effective» du traité de 2015 par l'Iran. Elle s'est ainsi fait l'écho des demandes formulées cette semaine par le président du Conseil de l'UE Donald Tusk, la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron pour que Téhéran respecte le traité. Même après que Washington l'ait renoncé le traité et menacé de bombarder l'Iran.

Araqchi a rejeté ces demandes. Il prévient que l'Iran pourrait réagir à sa menace de reprendre l'enrichissement de l'uranium et dépasser la limite de 300 kg fixée par le traité de 2015 pour l'uranium. «Je ne pense pas que les progrès réalisés aujourd'hui suffiront à arrêter notre processus, mais Téhéran prendra la décision», a-t-il dit.

Cette déclaration reflète la colère croissante des dirigeants iraniens à l'égard de l'UE. Après la visite du ministre allemand des affaires étrangères Heiko Maas à Téhéran au début du mois pour exiger que Téhéran respecte le traité de 2015. En même temps, il avertissait que l'Europe «ne peut pas faire des miracles» en politique étrangère, la presse iranienne s'est moquée de lui. «L'impuissant ne peut pas faire de miracles», écrivait le quotidien *Resalat*, tandis que le quotidien *Javan* le caricaturait comme un officier faisant un salut nazi et demandait: «À quoi servait-elle sa visite?»

Les pourparlers de Vienne soulignent l'échec de tous les espoirs qui subsistaient, après près de 30 ans d'effusion de sang après la première guerre américaine contre l'Irak en 1990-1991. Les manœuvres diplomatiques des gouvernements capitalistes rivaux ne peuvent pas éviter une nouvelle guerre impérialiste au Proche-Orient. Au lieu de cela, des catastrophes encore plus vastes sont en préparation.

Au milieu de son déclin économique continu par rapport à des puissances comme la Chine et l'Allemagne, Washington recourt de façon plus agressive à ses forces militaires pour tenter de restaurer son hégémonie mondiale passée. Pourtant, une guerre américaine avec l'Iran, un pays trois fois plus peuplé et quatre fois plus grand que l'Irak, éclipserait même l'horrible occupation américaine de 2003-2011, qui a fait un million de morts. Venant après une décennie de guerres sanglantes par procuration en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen. Une telle guerre s'orienterait encore plus rapidement vers une guerre mondiale entre les principales puissances nucléaires du monde, menaçant la survie de l'humanité.

Les tentatives des puissances de l'UE de mettre l'Iran en conformité avec les exigences américaines ne reflètent pas un accord avec la politique iranienne de Washington. Dans les coulisses, les tensions entre les États-Unis et l'Union européenne se font de plus en plus vives. Une réunion des ministres de la défense de l'OTAN s'est tenue jeudi à Bruxelles. Le nouveau secrétaire américain à la Défense par intérim, Mark Esper, a déclaré qu'il ne tolérerait aucune autre action de la part de l'Iran. Son homologue français, Florence Parly, aurait répondu en demandant à Washington de ne pas impliquer l'OTAN dans une action militaire dans le golfe Persique.

Les puissances de l'UE prévoient de dépenser des centaines de milliards d'euros pour une future armée européenne indépendante. Tandis que, Washington a envoyé des communications diplomatiques répétées ces dernières semaines qui menaçaient de couper court à la coopération militaire avec l'Union européenne. Les projets d'une armée européenne sont de plus en plus clairement liés à la rivalité entre les États-Unis et l'Europe. Ce qui est en jeu ce sont les milliards de dollars issus du pétrole, les positions importantes sur les marchés mondiaux, et le contrôle des bases militaires. Ce sont les enjeux précisément dans le nouveau cycle de guerres impérialistes de pillage qui sont en

préparation.

Néanmoins, alors que les travailleurs européens s'opposent de plus en plus aux politiques de police des États et aux mesures d'austérité destinées à financer le renforcement militaire de l'Europe, les politiciens européens minimisent les menaces de guerre américaines contre l'Iran. Macron a déclaré jeudi qu'il partageait l'«objectif stratégique» des États-Unis en Iran est d'empêcher «l'Iran de se doter d'une arme nucléaire». Il a dénoncé toute tentative de l'Iran d'abandonner le traité nucléaire.

Macron a également contesté les informations russes, étayées par des données radar, selon lesquelles l'Iran a abattu le drone américain dans le golfe Persique quand il était au-dessus des eaux territoriales iraniennes. Il a déclaré que les informations dont disposaient les autorités françaises indiquaient qu'il se trouvait «dans la zone internationale», comme l'a prétendu Washington.

Londres a déjà annoncé l'envoi d'une centaine de commandos britanniques dans le golfe Persique pour participer au renforcement militaire contre l'Iran.

Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais, WWSWS, le 29 juin 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)